



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

2^e trimestre 2026

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

2^e trimestre 2026

- En Île-de-France, au 1^{er} trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,6 % en catégories A, B, C (+0,8 % hors nouveaux publics)
- Le taux de chômage augmente de 0,2 point au 1^{er} trimestre 2026, à 7,9 % de la population active
- L'emploi salarié est quasi stable au 1^{er} trimestre 2026 (+0,1 %)
- Le nombre de procédures de PSE et RCC augmente entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2026

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail depuis janvier 2025.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- Une publication trimestrielle conjointe avec France Travail, la Dares et la Drieets est également disponible chaque fin de mois suivant la fin d'un trimestre (janvier, mai, juillet, octobre) sur le [site de la Drieets](#)
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.
- Depuis mars 2025, un incident affecte les statistiques des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) produites par l'Urssaf. Aucune donnée ne sera diffusée au moins jusque fin 2026.
- Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les **règles d'actualisation** et **l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions** (consulter le [chiffrage national](#)) :
 - Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur les effectifs d'inscrits à France Travail en catégorie A, et en contrepartie un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C
 - Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

La prochaine publication sera disponible mi-novembre 2026 et portera sur le troisième trimestre 2026. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques :

idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Page 19 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 20 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 21 : Les demandes d'activité partielle

Page 22 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 089 960 en moyenne au *deuxième trimestre 2026*. Parmi eux, 633 430 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,6 % sur le trimestre et de 5,1 % sur un an (hors nouveaux publics, ces évolutions sont respectivement de +0,8 % et de +2,5 %). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 2,3 % chez les 25-49 ans, tandis que la progression est nettement plus modérée chez les moins de 25 ans (+0,5 %) et les 50 ans et plus (+0,3 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 2,5 % au *deuxième trimestre 2026* et de 11,6 % sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de la gestion, administration des entreprises, ceux du commerce et ceux des transports, logistique et tourisme.

Le taux de chômage au sens du BIT augmente au *premier trimestre 2026*, s'établissant à 7,9 % de la population active (comme en France métropolitaine).

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail augmente au *premier trimestre 2026* (+1,0 % après +0,5 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 18 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *deuxième trimestre 2026*. C'est autant qu'au trimestre précédent et moins qu'au *deuxième* trimestre 2025 (28).

Emploi

Au *premier trimestre 2026*, l'emploi salarié est quasi stable (+0,1 %)

Au *premier trimestre 2026*, avec de 2 990 salariés de moins, le nombre d'emplois dans le secteur privé diminue de 0,1 % par rapport au *premier* trimestre 2025.

Le nombre d'intérimaires est stable (+50 intérimaires) au *premier trimestre 2026*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *deuxième trimestre 2026*, 232 demandes d'activité partielle demandées par près de 213 établissements ont été validées.

Au *deuxième trimestre 2026*, 114 plans de sauvegarde de l'emploi et 20 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 6 800 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, comme au trimestre précédent.

Les inscrits à France Travail au 2^e trimestre 2026

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 1^{er} trimestre 2026 augmente de 1,5 % en catégorie A et de 1,6 % en catégories A, B, C (respectivement +0,4 % et +0,8 % hors nouveaux publics). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente respectivement de 0,8 % et 1,3 %.

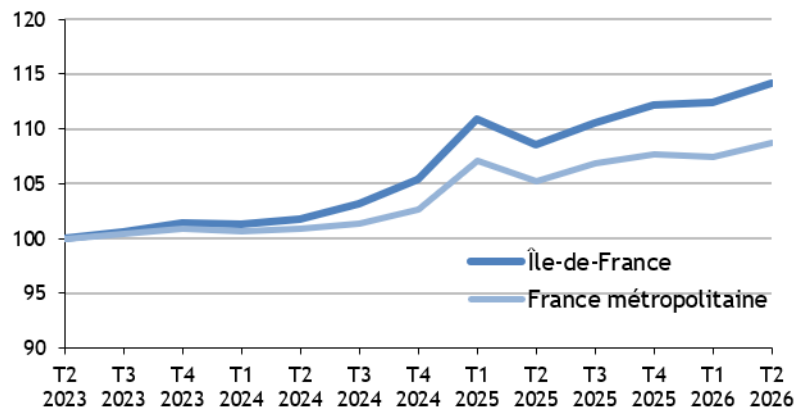
Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C hors nouveaux publics (bénéficiaires du RSA et jeunes accompagnés par les missions locales) aurait été moins élevé : il augmenterait de 0,4 % en catégorie A et de 0,7 % en catégories A, B, C.

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+1,8 % après +1,2 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente de 1,9 %. Le nombre d'inscrits à France Travail non tenus de rechercher un emploi diminue de 2,2 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et augmente de 1,0 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 76 660 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute) et 112 565 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute).

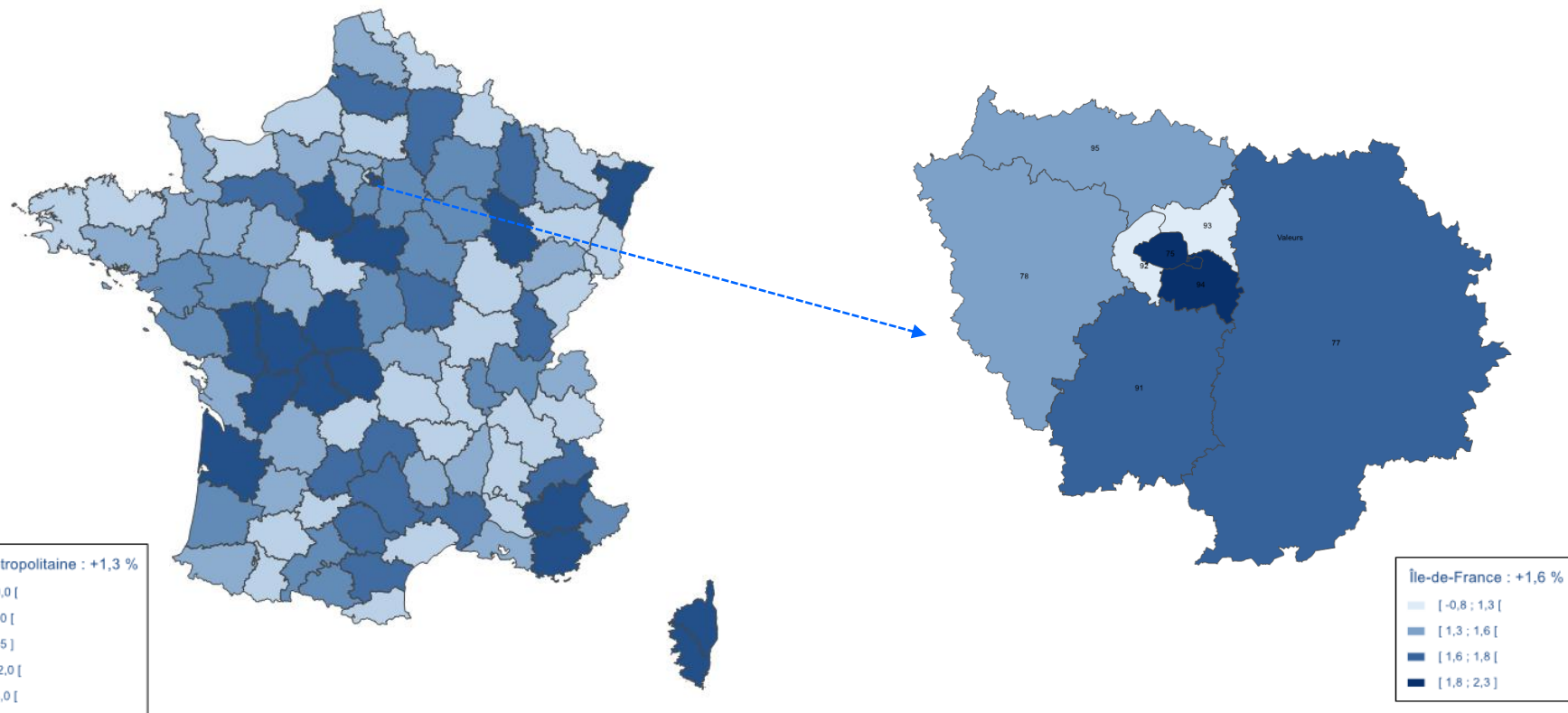
Données CVS-CJO 2e trimestre 2026	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	120 640	2,5	3,7	205 910	2,0	3,0
Seine-et-Marne	73 140	1,7	5,5	119 610	1,7	5,9
Yvelines	69 450	1,3	5,0	111 420	1,5	4,9
Essonne	64 730	1,8	7,4	102 940	1,7	6,8
Hauts-de-Seine	82 780	0,1	5,4	128 920	0,8	4,7
Seine-St-Denis	119 340	0,9	3,5	184 130	1,2	3,9
Val-de-Marne	79 970	2,1	8,9	123 780	2,2	8,2
Val-d'Oise	73 380	1,1	6,9	113 270	1,4	6,2
Île-de-France	683 430	1,5	5,5	1 089 960	1,6	5,1
France métro.	3 112 400	0,8	3,4	5 519 500	1,3	3,4

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2023)



Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 1^{er} trimestre 2026 et le 2^e trimestre 2026
(en %, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

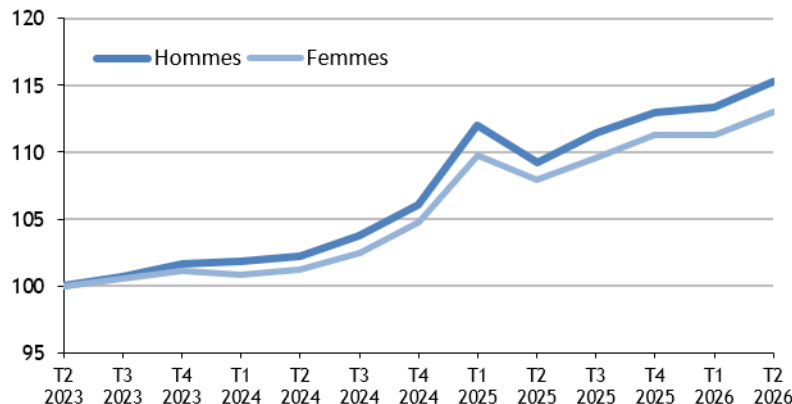
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 2^e trimestre 2026 (catégories A, B, C)

Sur le premier trimestre 2026, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 1,7 % pour les hommes et de 1,5 % pour les femmes.

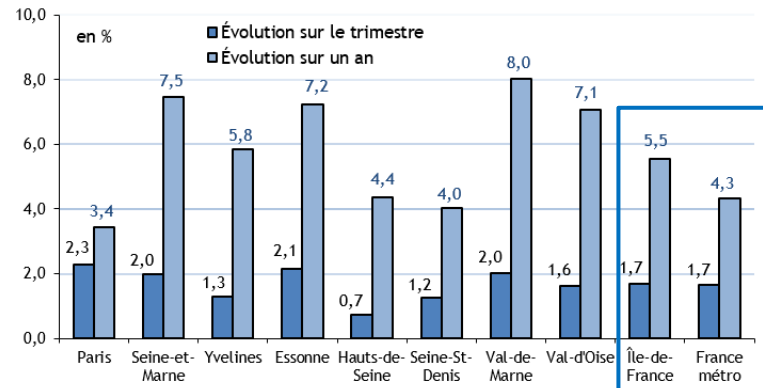
Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 4,7 % tandis qu'elle n'augmente que de 2,5 % en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 5,5 % (1,2 point de plus qu'en France métropolitaine).

Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans le Val-de-Marne que les augmentations annuelles sont les plus importantes.

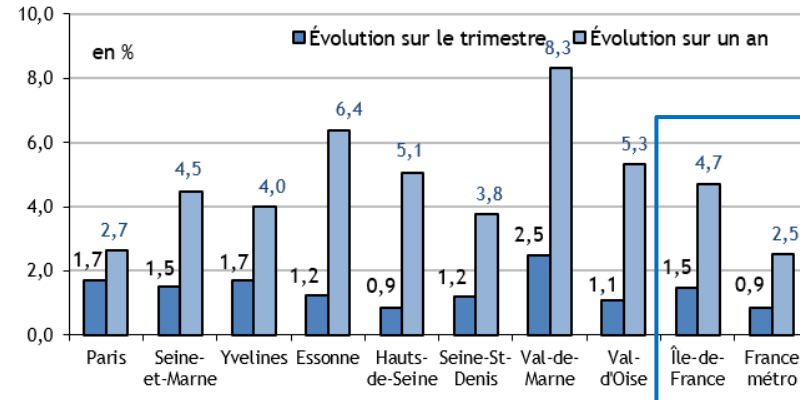
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2023)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

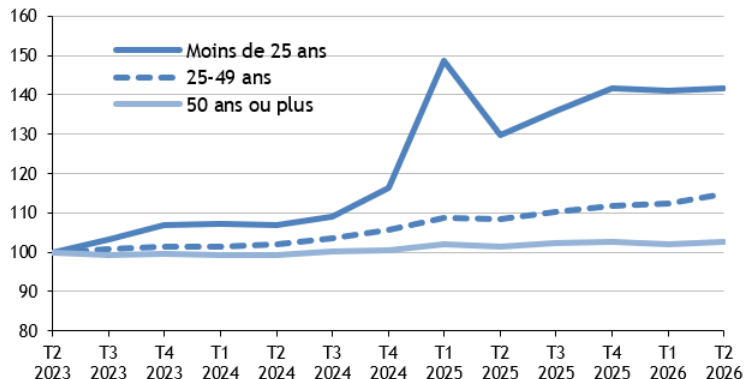
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2^e trimestre 2026 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 2,3 % pour les 25-49 ans, de 0,5 % pour les moins de 25 ans et de 0,3 % pour les 50 ans et plus.

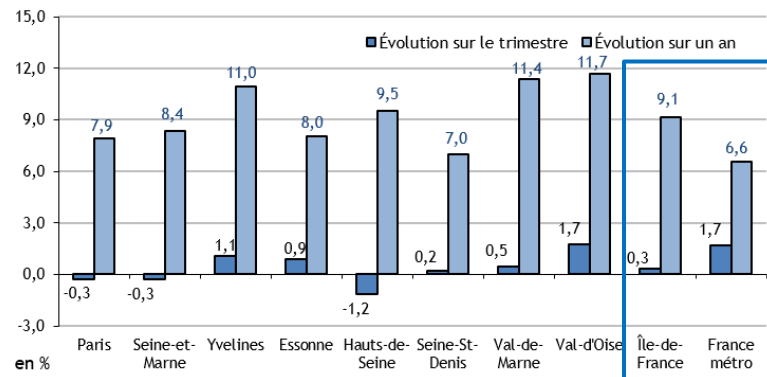
Sur un an, la demande d'emploi en catégories A, B, C augmente de 9,1 % pour les moins de 25 ans, de 6,1 % pour les 25-49 ans et 1,0 % pour les 50 ans et plus.

La part des moins de 25 ans (12,4 %) dans le total A, B, C diminue de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2026 mais elle augmente de 0,5 point sur un an. Concernant la part des demandeurs âgés de 50 ans et plus (25,0 %), elle diminue de 0,3 point par rapport au trimestre précédent et de 1,0 point en un an.

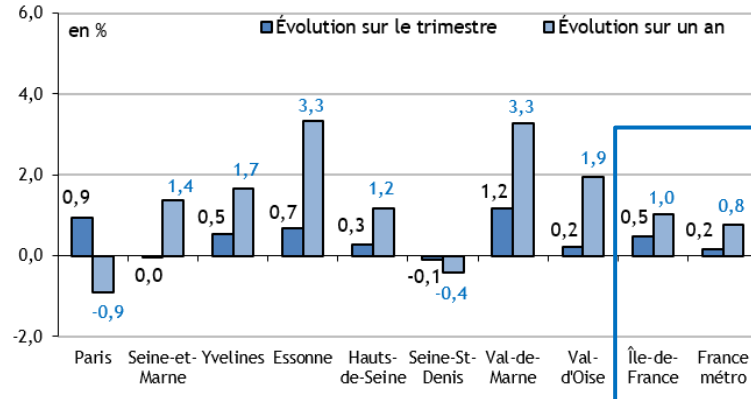
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2023)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 2^e trimestre 2026

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente de 2,5 % au deuxième trimestre 2026 (comme au trimestre précédent), tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an n'augmente que de 0,8 %. Les demandeurs de longue durée voient ainsi leur part dans l'ensemble des demandeurs franciliens (45,3 %) augmenter de 0,4 point par rapport au trimestre précédent.

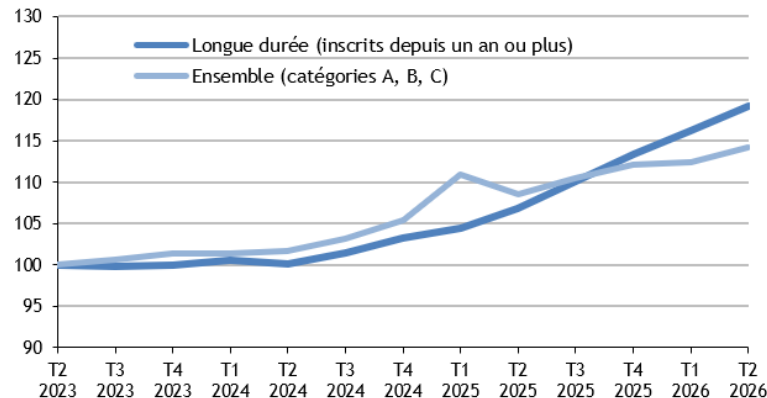
Au premier deuxième 2026, 13,6 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 1,1 point de plus qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 14,2 % en Ile-de-France, contre +6,1 % en France métropolitaine.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA
(catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
2e trim. 2026	11,9	14,4	12,9	12,4	11,8	17,3	14,5	12,6	13,6	13,4
2e trim. 2025	11,0	13,6	11,9	11,0	11,7	16,2	11,8	11,7	12,5	13,4

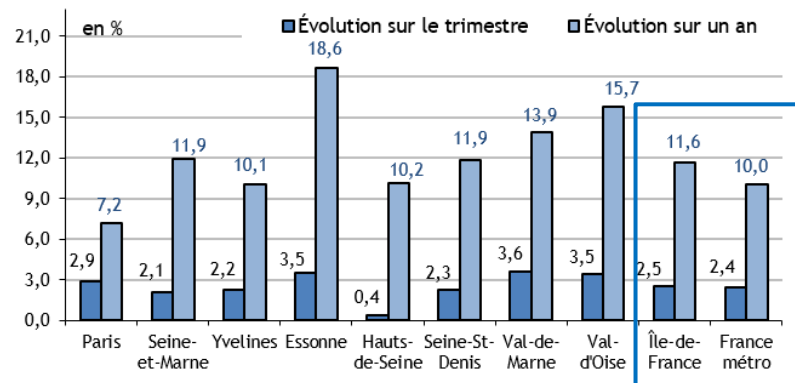
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2023)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département

(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché* au 2^e trimestre 2026 (catégories A, B, C)

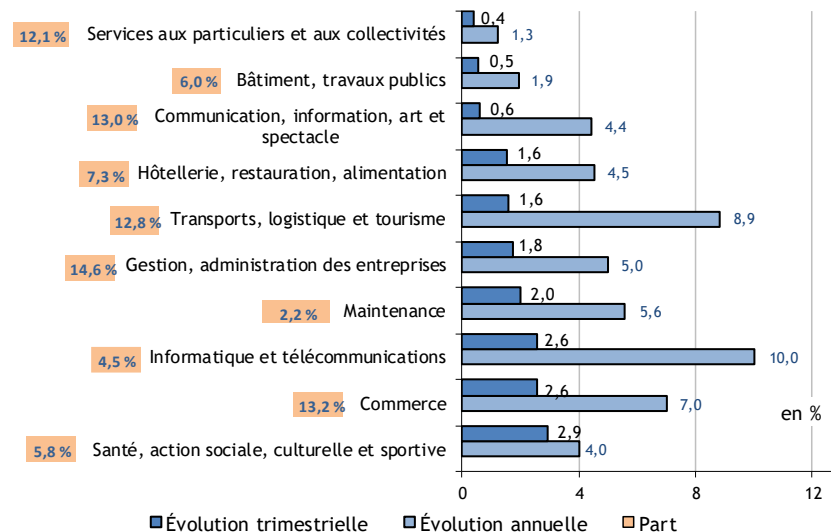
Au deuxième trimestre 2026, l'évolution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente dans tous les domaines professionnels.

Sur le trimestre, plus de la moitié de l'augmentation de la demande d'emploi concerne les métiers de la gestion, administration des entreprises (+1,8 %), ceux du commerce (+2,6 %) et ceux des transports, logistique et tourisme (+1,6 %). Ces trois familles de métiers pèsent de façon importante dans l'ensemble.

Sur un an, ce sont ces mêmes métiers qui contribuent pour plus de la moitié de l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+53 280) : transports, logistique et tourisme (+11 320), commerce (+ 9 440) et gestion, administration des entreprises (+7 620).

*** Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.**

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



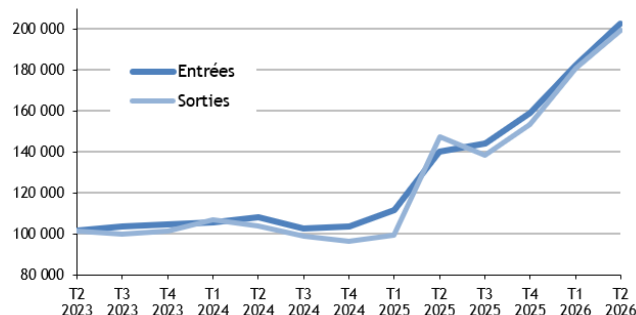
Lecture : au 2^e trimestre 2026, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 1,6 % sur le trimestre et de 4,5 % sur l'année.

Avertissement: La répartition sectorielle de la demande d'emploi et son évolution doivent être interprétées avec la plus grande précaution du fait d'un accroissement significatif du nombre de modalités « non renseignée ». Le nombre d'informations manquantes est réparti dans les différents secteurs proportionnellement au poids de ces derniers dans l'ensemble.

Les entrées et les sorties de France Travail au 2^e trimestre 2026

Entre le premier et le deuxième trimestre 2026, l'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C (+1,6 % après +0,2 %) provient d'un ralentissement des entrées* (+11,3 % après +14,4 %) un peu moins fort que celui des sorties* (+10,3 % après +17,9 %).

Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de France Travail** (Île-de-France, données CVS-CJO)



**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, les entrées pour « motif indéterminé » sont nettement réhaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables.

Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

Entrées par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen d'entrées au 2e trimestre 2026	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	15 550	-2,4	-5,3
Fin de mission d'intérim	3 330	1,2	-9,5
Démission	3 480	-2,2	-7,0
Rupture conventionnelle	7 850	-3,4	-12,7
Licenciement économique	2 390	2,6	1,7
Autre licenciement	7 250	-3,6	1,5
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	4 500	-2,0	-13,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	15 690	1,6	6,5
Réinscription rapide ⁽³⁾	14 520	-9,3	-10,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	115 750	24,2	108,0
Motif indéterminé	12 160	1,6	96,4
Ensemble des entrées en catégories A, B, C	202 490	11,3	44,4
France (hors Mayotte) - En milliers	1 035,6	7,3	44,3

Sorties par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen de sorties au 2e trimestre 2026	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	13 630	1,2	7,2
Entrée en stage ou en formation	7 940	-12,1	-14,3
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	7 630	5,7	21,1
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	151 750	16,1	54,7
Radiation administrative	410	-47,4	-94,0
Autres cas ⁽³⁾	18 070	-8,1	29,0
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	199 430	10,3	35,5
France (hors Mayotte) - En milliers	1 025,4	6,6	36,8

[Plus de détails sur la publication des inscrits à France Travail](#)

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2026

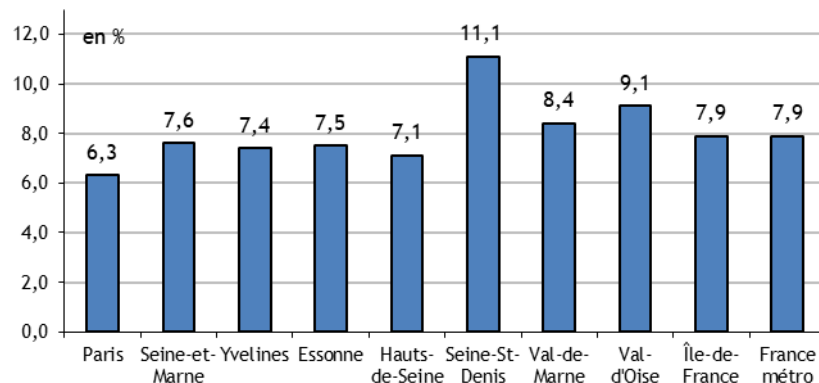
Au premier trimestre 2026, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente de 0,2 point, à 7,9 % de la population active. En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit aussi à 7,9 % de la population active. Les taux de chômage d'Île-de-France et de France métropolitaine restent égaux entre eux depuis le premier trimestre 2025.

Sur le trimestre, le taux de chômage augmente de 0,2 point dans tous les départements franciliens, sauf dans les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne, où il augmente de 0,3 point. Sur un an, le taux de chômage augmente entre 0,5 point et 0,9 point, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise étant les départements connaissant les plus fortes hausses. Les taux de chômage sont les plus élevés en Seine-Saint-Denis (11,1 %) et dans le Val-d'Oise (9,1 %). Les taux les plus bas se trouvent à Paris (6,3 %) et dans les Hauts-de-Seine (7,1 %).

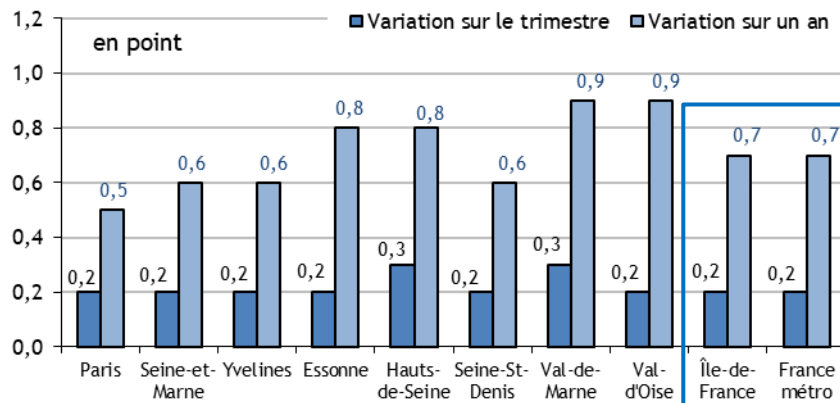
Dans l'ensemble des régions métropolitaines, le taux de chômage est quasi stable ou en légère hausse (entre 0,1 et 0,2 point), sauf en Corse, où il est stable.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2026

(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 1^{er} trimestre 2025 et le 1^{er} trimestre 2026 (données CVS-CJO semi-définitives)



Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 2^e trimestre 2026

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

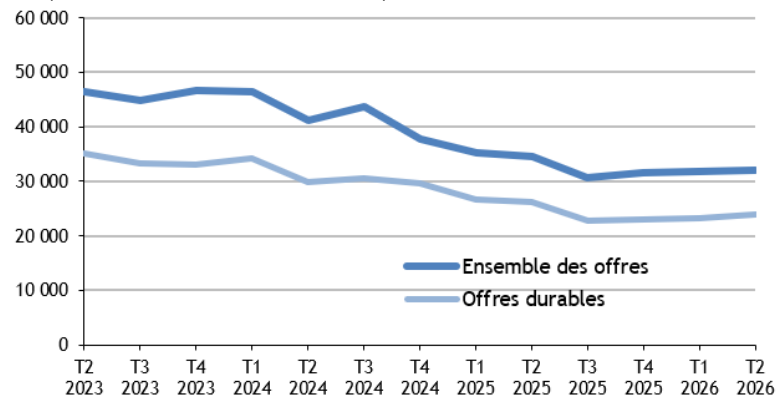
Au deuxième trimestre 2026, 32 130 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 24 000 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi augmente un peu plus qu'au trimestre précédent (+1,0 % après + 0,5 %). Cette accélération est plus marquée pour les offres durables (+3,4 % après + 1,2 %).

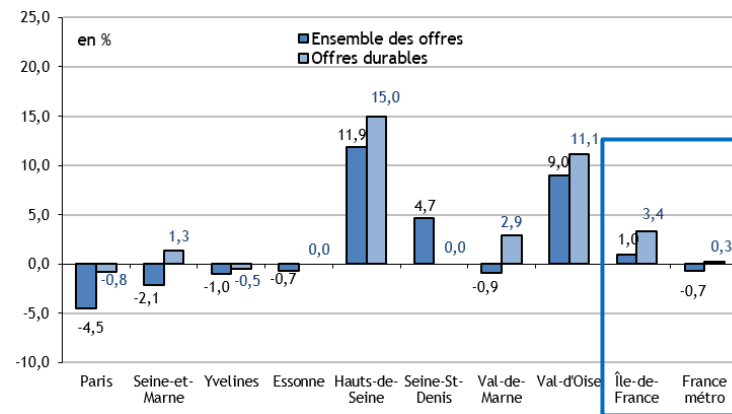
Au sein de la région, les évolutions sont très contrastées. Alors que le nombre d'offres d'emploi sur le trimestre augmente fortement dans les Hauts-de-Seine (+11,9 %) et dans le Val-d'Oise (+9,0 %), il diminue de 4,5 % à Paris.

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Tensions sur le marché du travail

Les tensions sur le marché du travail francilien au 2^e trimestre 2026

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,18 point en moyenne au deuxième trimestre 2026, soit 18 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

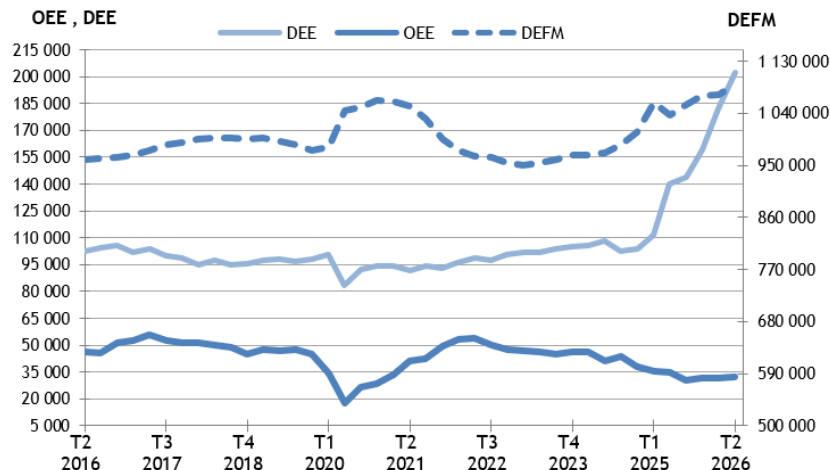
Ce ratio « offres sur demandes » est stable par rapport au trimestre précédent et diminue par rapport au T2 2025 (0,33). L'augmentation du nombre d'offres collectées (+1,0 %) ne suffit pas à combler celle du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+1,6 %).

Le taux d'écoulement* augmente de 1,8 point sur le trimestre : 68,6 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au deuxième trimestre 2026. Ce taux dépasse de 12,6 points son niveau du deuxième trimestre 2025 (52,6 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 73,8 %. Il diminue de 1,3 point par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (67,9 %) est légèrement plus élevé que celui du trimestre précédent (70,0 %) mais bien supérieur à celui du deuxième trimestre 2025 (60,2 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 2^e trimestre 2026

Indicateurs de tension au 2e trimestre 2026 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T2 2025 (1)	Taux de tension au T2 2026	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T2 2026(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T2 2026 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T2 2026	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T2 2026 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,69	0,41	92,6	58,2	8 992	14	-34,9	62,4
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,21	0,98	77,2	65,2	11425	7,3	3,0	62,9
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,93	0,63	82,5	54,2	6 721	14,5	-20,7	54,1
Conducteurs de véhicules	0,31	0,24	77,9	59,6	52 349	8,1	4,3	73,8
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,24	0,20	82,8	54,7	49 136	8,1	-11,8	65,6
Ingénieurs de l'informatique	0,23	0,20	95,9	55,7	29 365	5,3	-12,5	66,4
Personnels d'études et de recherche	0,34	0,21	83,2	58,8	8 563	8,6	-32,2	60,3
Cadres de la banque et des assurances	0,09	0,09	79,2	53,7	4 307	2,6	16,1	62,7
Vendeurs	0,23	0,17	63,6	68,2	38 382	5,1	-3,0	72,6
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,35	0,26	69,1	65,1	23 793	5,2	-5,0	75,8
Agents de sécurité et de gardiennage	0,46	0,42	73,6	63,0	19 467	3,2	13,4	82,8
Agents d'entretien	0,22	0,24	46,7	63,2	32 153	-3,8	32,2	81,6
Professionnels des arts et des spectacles	0,12	0,06	52,4	43,3	98 315	0,4	-42,4	81,3
Aides-soignants	0,47	0,30	84,6	67,8	13 209	-4,2	-29,6	71,8
Ensemble des familles professionnelles	0,28	0,18	73,8	68,6	1 070 934	-0,6	-6,6	67,9

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période.
Lecture : il y a 0,41 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 2^e trimestre 2026, contre 0,69 au 2^e trimestre 2025 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 68,2 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 2^e trimestre 2026.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au deuxième trimestre 2026, les tensions sont stables. Elles demeurent néanmoins élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 0,98 et 0,63 offres pour 1 demande). Autour de 80,0 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 73,8 % dans l'ensemble des métiers.

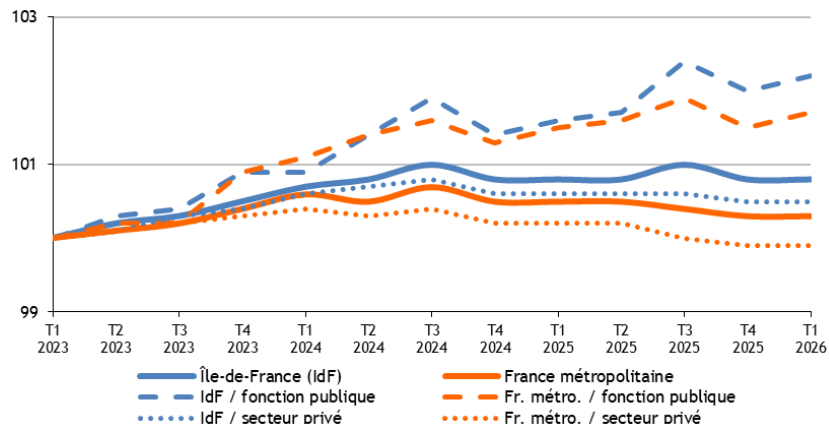
L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2026

Au premier trimestre 2026, en Île-de-France, l'emploi salarié reste atone (+0,1 % après -0,2 %), soit +3 550 emplois par rapport au trimestre précédent. Le secteur public est en légère hausse (+0,2 % après -0,4 %) tandis que le secteur privé reste stable (après -0,1 %).

En France métropolitaine, l'emploi salarié est stable (-4 880 salariés). Le secteur privé est quasi stable, (-0,1 %, soit -13 990 salariés) tandis que l'emploi augmente de 0,2 % dans le secteur public (soit +8 890 salariés).

À l'échelle départementale, c'est en Seine-Saint-Denis que la baisse est la plus importante (-0,2 %) tandis que l'emploi salarié augmente dans l'Essonne (+0,3 %) et à Paris (+0,2 %). Sur un an, on constate la plus forte baisse dans les Yvelines (-0,7 %), et la plus forte hausse en Seine-Saint-Denis (+0,8 %). L'emploi salarié est ainsi quasi stable sur l'ensemble de la région (+0,1 %) et en légère baisse en France métropolitaine (-0,2 %).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 1^{er} trimestre 2023)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2026	T1 2026 / T4 2025		T1 2026 / T1 2025	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 979 660	4 010	0,2	1 410	0,1
Seine-et-Marne	517 270	-490	-0,1	1 910	0,4
Yvelines	529 200	710	0,1	-3 920	-0,7
Essonne	499 910	1 710	0,3	2 070	0,4
Hauts-de-Seine	1 165 800	-1 130	-0,1	-3 870	-0,3
Seine-Saint-Denis	681 990	-1 570	-0,2	5 300	0,8
Val-de-Marne	552 440	-110	0,0	-660	-0,1
Val-d'Oise	421 590	430	0,1	1 530	0,4
Île-de-France	6 347 860	3 550	0,1	3 770	0,1
France métro.	27 033 190	-4 880	0,0	-47 580	-0,2

L'emploi salarié par secteur au 1^{er} trimestre 2026

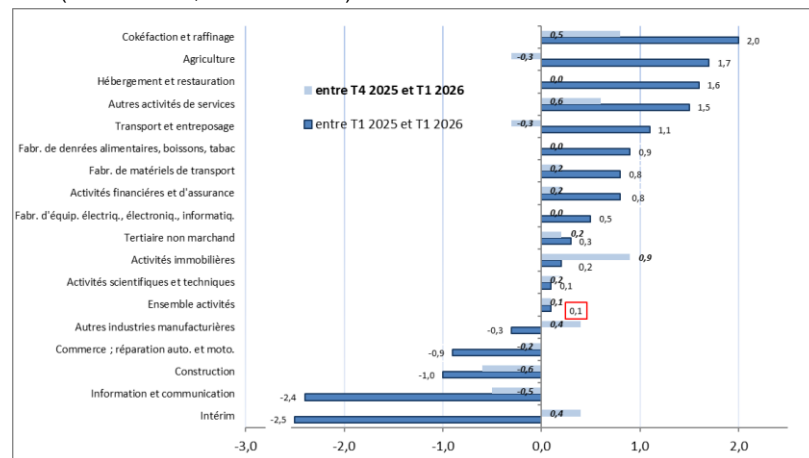
Au premier trimestre 2026, les évolutions de l'emploi par secteur sont à nouveau contrastées. L'emploi francilien est quasi stable (+3 550 salariés). Les secteurs du service marchand hors intérim (+2 640 salariés après -2 290), du tertiaire non marchand (2 630 salariés après -5 880) et de l'industrie (+1 480 salariés) portent l'emploi. Le secteur de l'intérim renoue avec la hausse (+490 salariés). En revanche, l'emploi salarié continue de diminuer dans le secteur de la construction (-1 950 salariés) et celui du commerce (-1 730 salariés).

Sur un an, l'emploi salarié stagne au global, mais c'est le secteur du commerce qui enregistre la plus forte baisse du nombre de salariés (-6 570, soit -0,9 %).

Concernant le secteur des services marchands hors intérim, le sous-secteur de *l'information et communication* (-2 490 salariés) continue de baisser significativement, symptôme des mutations en cours dans ce domaine. Le sous-secteur du *transport et entreposage* (-1 170 salariés) est également en baisse. Ces diminutions sont compensées par les sous-secteurs des *activités scientifiques et techniques* ; *services administratifs et de soutien* (+2 570 salariés) et des *autres activités de services*, qui accélère à nouveau sa croissance (+2 320 salariés après +1 400 salariés).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2026	T1 2026 / T4 2025		T1 2026 / T1 2025	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 660	-10	-0,3	90	1,7
Industrie	442 420	1 480	0,3	2 760	0,6
Construction	334 370	-1 950	-0,6	-3 330	-1,0
Commerce	730 600	-1 730	-0,2	-6 570	-0,9
Services marchands hors intérim	3 121 100	2 640	0,1	8 390	0,3
Tertiaire non marchand	1 601 120	2 630	0,2	5 330	0,3
Intérim	112 570	490	0,4	-2 910	-2,5
Secteur privé	5 150 150	1 380	0,0	-2 990	-0,1
Fonction Publique	1 197 710	2 170	0,2	6 760	0,6
Ensemble des secteurs	6 347 860	3 550	0,1	3 770	0,1

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



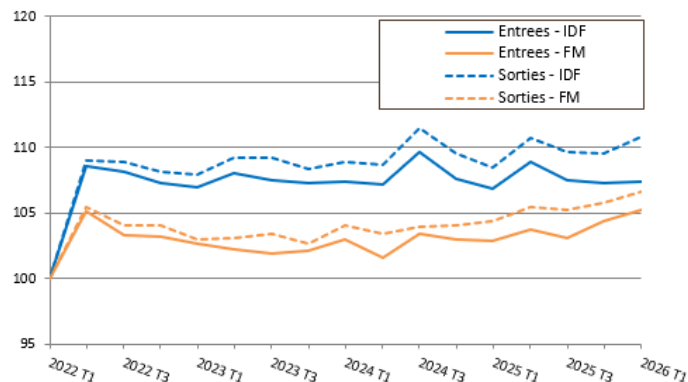
Les mouvements de main d'œuvre au 1^{er} trimestre 2026

Au premier trimestre 2026, en Île-de-France, 2 026 000 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit une hausse de 0,1 % (+0,9 % en France métropolitaine). 2 052 000 contrats prennent fin au premier trimestre 2026, soit une hausse de 1,2 %, contre +0,8 % en France métropolitaine.

L'écart entre les entrées et les sorties est fortement négatif ce trimestre, les sorties excédant largement les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

281 350 CDI sont signés, soit 0,4 % de plus qu'au trimestre précédent, tandis que 305 000 CDI prennent fin (+6,8 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T1 2022)



Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)				
			T4 2025	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Entrées	Ensemble	2 026	1,9	-1,3	-0,2	0,1	
	Industrie	30	0,4	-0,9	-0,1	0,3	
	Construction	38	0,4	0,3	-0,7	-2,4	
	Tertiaire	1 957	2,0	-1,3	-0,2	0,1	
	CDD	1 744	2,5	-1,1	0,3	0,0	
	CDI	281	-1,5	-2,5	-3,3	0,4	
Sorties	Ensemble	2 052	2,0	-0,9	-0,1	1,2	
	Industrie	31	-0,1	0,9	1,1	1,2	
	Construction	43	0,1	2,4	2,0	6,0	
	Tertiaire	1 979	2,1	-1,0	-0,2	1,1	
	CDD	1 747	2,6	-0,9	0,1	0,3	
	CDI	305	-1,6	-0,9	-1,4	6,8	

L'activité intérimaire au 1^{er} trimestre 2026

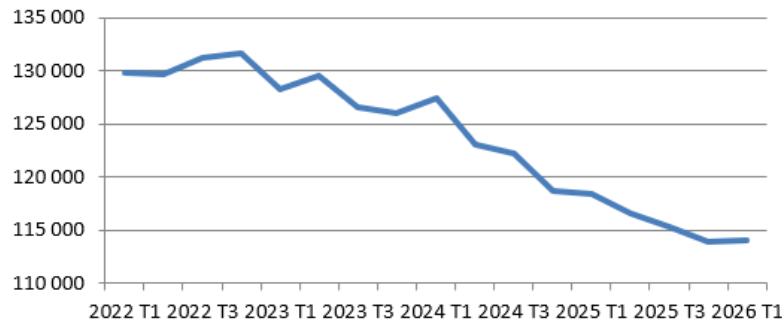
À la fin du premier trimestre 2026, l'Île-de-France compte 114 000 intérimaires, soit une stabilité (+50 intérimaires) par rapport au trimestre précédent. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires baisse (-0,4 %).

En Île-de-France, le nombre d'intérimaires diminue légèrement dans le secteur de l'industrie (-0,1 %, soit -20 intérimaires). Les sous-secteurs participant le plus à cette baisse sont celui de la *production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné* (-70 intérimaires après -120 intérimaires), celui de la *production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution* (-70 intérimaires) et celui de la *industrie pharmaceutique* (-40 intérimaires). A l'inverse, le sous-secteur des *autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements* permet d'atténuer une partie de cette baisse (+70 intérimaires). En France métropolitaine, l'intérim dans l'industrie baisse également de 0,1 %.

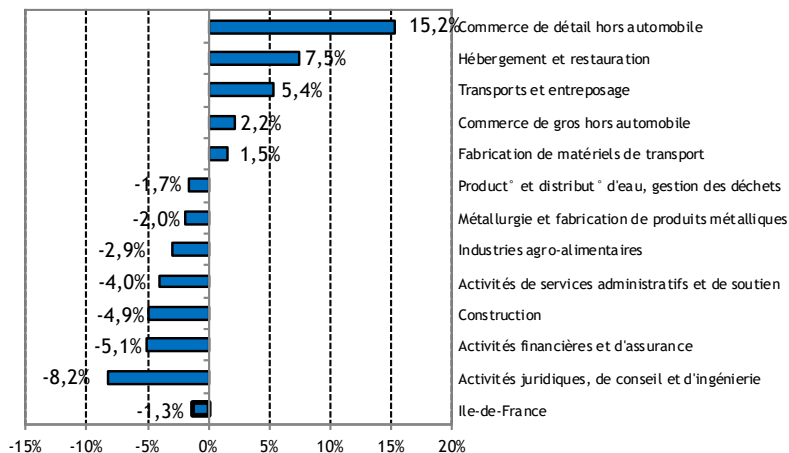
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires diminue à nouveau significativement (-4,9 %, soit -1 080 intérimaires). En France métropolitaine, ce nombre baisse aussi (-4,7 %, soit -5 930 intérimaires).

Dans le tertiaire, l'activité intérimaire repart à la hausse en Île-de-France, (+1,5 %, soit +1 110 intérimaires ; après plusieurs trimestres de baisse). Les sous-secteurs des *transports et entreposage* (+1 560 intérimaires) et du *commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles* (+580 intérimaires) contribuent à cette hausse. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente aussi (+0,9 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 2^e trimestre 2026

Au cours du 2^e trimestre 2026, les services des Drieets/Ddets ont notifié 802 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales*, Parmi celles-ci, 232 demandes ont été validées, émanant de 213 établissements franciliens. Ce niveau est en baisse par rapport au trimestre précédent.

Les motifs des 232 demandes validées sont, pour plus des deux tiers, liés à des sinistres, à des intempéries et circonstances exceptionnelles, ainsi qu'à la conjoncture économique.

Paris concentre 29 % des demandes d'autorisations d'activité partielle validées de la région, tandis que les départements de la petite couronne en représentent également 29 % et ceux de la grande couronne 42 %.

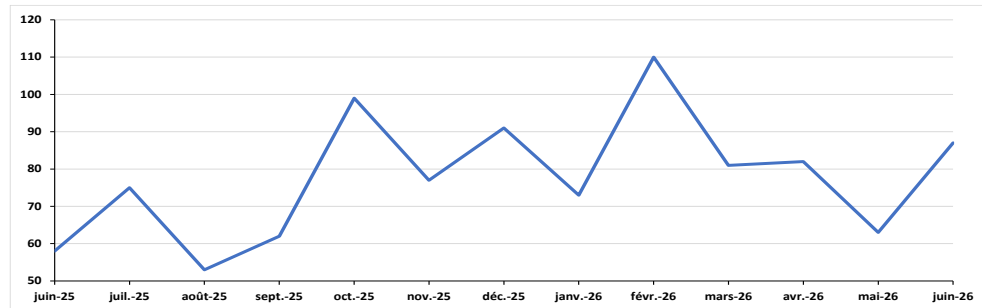
Trois secteurs concentrent à eux seuls plus de la moitié des demandes d'autorisation régionales validées au 2^e trimestre 2026 : l'hébergement et la restauration (31 %); le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (14 %), ainsi que les activités de services administratifs et de soutien (9 %).

**Les demandes d'autorisations d'activité partielle initiales incluent les statuts suivants : refusée, validée, provisoire, retirée, refus de signer, en cours d'instruction UD et en attente d'instruction UD. Les avenants à ces demandes initiales validés sont inclus.*

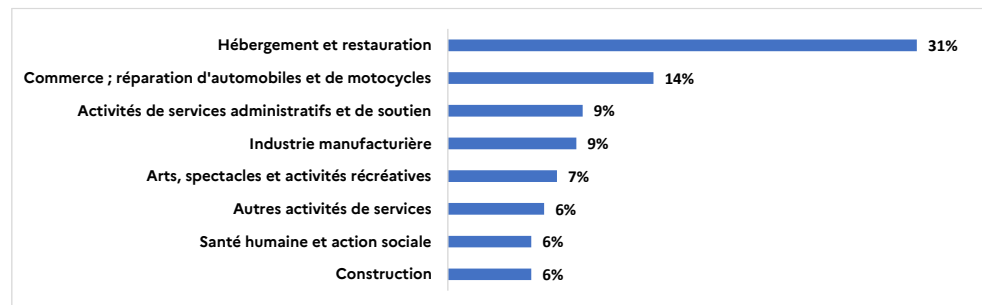
*** La source des données relatives à l'activité partielle est désormais la DGEFP. Les données ne sont donc pas comparables à celles des publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/ DSN.*

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T2 2026	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	232	67	30	31	10	24	25	19	26
avril	82	17	12	11	4	8	7	11	12
mai	63	22	7	7	2	7	9	3	6
juin	87	28	11	13	4	9	9	5	8

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 2^e trimestre 2026



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 2^e trimestre 2026

Au *deuxième trimestre 2026*, 114 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 20 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 5 887 emplois menacés* par des PSE et 966 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire. En 2024, le nombre d'emplois menacés diminue très légèrement avec 21 400 emplois menacés. En 2025, 18 900 emplois ont été menacés en Île-de-France, soit une baisse de 13% par rapport à 2024.

Au *deuxième trimestre 2026*, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motos cumule le plus d'emplois menacés (2 135), et arrive en première position en proportion de l'emploi local (0,29 % des salariés du secteur). Le secteur de l'Édition et Audiovisuel cumule 711 emplois menacés suivi du secteur des activités informatiques (523) et des activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (507). Ces quatre secteurs représentent près de trois emplois menacés sur cinq.

Au *deuxième trimestre 2026*, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (2 245) et dans les Hauts-de-Seine (2 154).

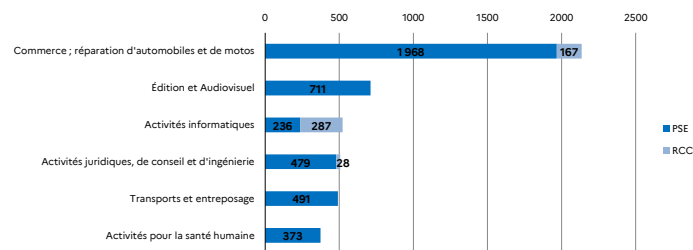
* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat envisagé, complété dans le système d'information SI RUPCO, saisi à la demande (c'est-à-dire à la fin de procédure) ou, si ce nombre est non rempli ou égal à 0, saisi à l'ouverture (c'est-à-dire à la création du dossier).

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T2 2026	114	34	9	8	5	33	14	6	5
PSE en 2026	206	65	15	12	9	64	24	10	7
RCC au T2 2026	20	7	0	3	2	6	0	1	1
RCC en 2026	41	13	1	4	3	14	2	2	2

Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

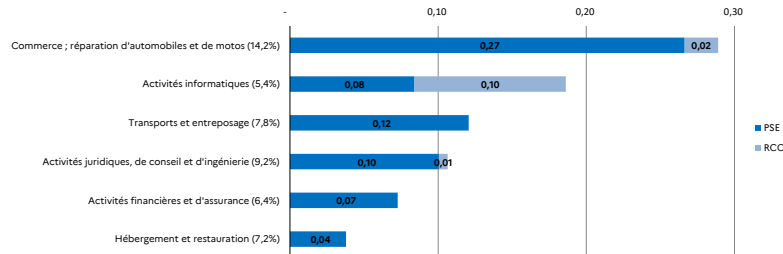
Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T2 2026	5 887	1 940	231	409	283	2 007	481	275	261
PSE en 2026	10 979	3 463	548	636	801	3 266	1 068	494	703
RCC au T2 2026	966	305	-	153	277	147	-	21	63
RCC en 2026	3 350	464	27	224	358	1 875	77	219	106

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE ou des RCC au T2 2026



Source : RUPCO, extraction au 17/07/2026

Secteurs d'activité les plus affectés par des emplois menacés, en proportion de l'emploi local, au T2 2026



Source : RUPCO, extraction au 17/07/2026

Note : les pourcentages entre parenthèses indiquent la part du secteur dans l'emploi francilien ; les barres représentent le nombre d'emplois menacés franciliens, pour 100 salariés du secteur.

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Directeur de la publication :

Fabrice MASI, Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS d'Île-de-France.

Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

Contributeurs : Antoine BERSON - Lisa CHOTARD - Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC - Carla TAFIAL –
Mattéo VERNAY

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

32, rue Jean Jaures – 93200 Saint-Denis Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**